

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MAURICE BELLON

Les résultats de l'assurance ouvrière à la fin du XIXe siècle

Journal de la société statistique de Paris, tome 42 (1901), p. 192-209

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1901__42__192_0

© Société de statistique de Paris, 1901, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III.

LES RÉSULTATS DE L'ASSURANCE OUVRIÈRE A LA FIN DU XIX^e SIÈCLE.

L'exposé devant la Société de statistique de Paris des résultats de l'assurance ouvrière à la fin du XIX^e siècle n'a point la prétention d'être un tableau absolument complet de toutes les organisations d'assurance ouvrière à cette époque : les limites d'une communication ne s'y prêteraient point.

Il semble préférable de se borner à l'examen, pour chacune des branches de l'assurance ouvrière, des types essentiels et des solutions caractéristiques ; la clarté du tableau y gagnera, et l'analyse des résultats n'en sera que plus instructive.

I. — DÉFINITION DES DIVERSES BRANCHES DE L'ASSURANCE OUVRIÈRE.

La définition des diverses branches de l'assurance ouvrière résulte de la définition même des risques à couvrir.

Ces risques sont inhérents, les uns à la personne du travailleur, les autres au travail : ils correspondent, les uns à l'incapacité de travailler, les autres à la privation de travailler.

Les risques de la première catégorie comprennent : la maladie, l'accident, l'invalidité et la vieillesse. La maladie consiste dans toute altération de la santé, quelle que soit la cause de cette altération (1) ; l'accident consiste dans tout événement qui, survenu par le fait du travail, entraîne une lésion de l'organisme (2) ; l'invalidité consiste dans une réduction notable et importante de la capacité de travail en dehors des cas d'accidents ; la vieillesse résulte de l'accomplissement d'un âge avancé à partir duquel les forces du travailleur encore valide sont présumées affaiblies (3).

Les risques de la seconde catégorie visent le chômage résultant de causes indépendantes de la volonté du travailleur.

II. — ÉNUMÉRATION DES POINTS SUR LESQUELS DOIT PORTER L'EXAMEN DES RÉSULTATS DE L'ASSURANCE OUVRIÈRE.

Les points sur lesquels doit porter l'examen des résultats de l'assurance ouvrière sont les suivants :

- 1° Diffusion de l'assurance ;
- 2° Influence de l'assurance sur la situation des travailleurs ;
- 3° Influence de l'assurance sur la situation des chefs d'entreprise ;
- 4° Influence de l'assurance sur la situation de l'ensemble de la population.

Le caractère spécial des risques de la deuxième catégorie doit faire reporter à la fin de la présente étude l'examen des résultats de l'assurance qui leur est propre.

A. — ASSURANCE CONTRE LES RISQUES D'INCAPACITÉ DE TRAVAIL.

§ 1^{er}. — DIFFUSION DE L'ASSURANCE.

a) *Assurance contre la maladie.*

Le risque de maladie est à la fois assez fréquent dans sa réalisation et assez léger dans un grand nombre de ses manifestations pour avoir donné lieu à la création d'une multitude d'institutions sous la seule impulsion de l'initiative individuelle.

C'est ainsi que dans les pays, comme la Grande-Bretagne, la France (4), où aucune

(1) Voir notre ouvrage sur *les Lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, liv. 1^{er}, p. 1.

(2) *Ibid.*, liv. II, p. 1.

(3) Voir notre Rapport au Congrès international de 1900 des Accidents du travail et des Assurances sociales sur *les Relations mutuelles des diverses branches de l'assurance ouvrière*.

(4) Si nous ne donnons aucun exemple relatif à l'Amérique, en matière d'assurance contre la maladie, c'est que, réduits à choisir des solutions caractéristiques, nous devons constater l'absence de statistique complète relative aux associations mutuelles des Etats-Unis. (Voir, à ce sujet, le très remarquable ouvrage de M. WILLIAM FRANKLIN WILLONGBY, du département du travail de Washington, intitulé *Workmens insurance*, qui contient des renseignements détaillés sur trois unions professionnelles : celles des charpentiers et menuisiers, celle des cigariers et celle des chauffeurs de locomotives ; voir également *l'Ouvrier américain*, par M. LEVASSEUR, où les sociétés du Connecticut sont l'objet d'une magistrale étude sous la forme monographique.) Nous réservons les détails relatifs aux associations fraternelles pour la partie de la présente étude qui concerne l'assurance au décès.

obligation légale n'impose la souscription d'une assurance contre la maladie, des sociétés basées sur le principe de l'assistance mutuelle se sont fondées entre les intéressés.

En Grande-Bretagne, les *Friendly Societies* et les *Trade Unions* allouent des secours de maladie à leurs membres.

Le rapport du *Chief registrar* des *Friendly Societies* pour 1898 donne, au sujet des *Friendly Societies*, les chiffres suivants relatifs au 31 décembre 1898 :

Nombre	{ de sociétés	29 985
	{ de membres	11 424 810
Avoir		37 912 707 liv. sterl.

La rapport du *Chief Labour correspondent of the Board of Trade* pour les *Trade Unions*, relatif à 1898, déclare l'existence de 1 644 591 membres (dont 116 016 femmes) répartis entre 1 267 associations comprenant 13 738 branches.

Pour les 100 plus importantes associations, les résultats étaient les suivants :

Nombre de membres.	1 043 476	
Recettes. {	Contributions des membres	1 730 228 liv. sterl.
	Autres recettes	185 277 —
	Total	1 915 455 —
	Par tête d'assuré	1 16 sh. 8 1/2

Quant aux dépenses, elles avaient atteint, pour la période 1892-1898, le chiffre total de :

10 727 366 liv. sterl.

qui se répartissait comme suit :

Dépenses de grèves	23,0 p. 100
Secours de chômage	23,3
Maladie et accident	16,2
Vieillesse et invalidité	8,6
Indemnités funéraires	11,2
Frais d'administration	17,7
	<hr/> 100,0

Pour l'année 1898, la valeur absolue des principaux éléments de dépense était la suivante :

Dépenses. {	Grève	315 090 liv. st.
	Chômage	241 718
	Maladie et accident	278 817
	Vieillesse et invalidité	161 841
	Indemnités funéraires	83 860

Les dépenses totales en 1898 étaient de £ 1 489 671.

L'avoir des 100 *Trade Unions* considérées était, à la fin de 1898, égal à £ 2 694 799, soit 2 liv. st. 11 sh. 7 3/4 par membre.

En France. — D'après le dernier rapport officiel, daté du 31 mars 1900 et relatif à l'exercice 1897, les sociétés de secours mutuels se répartissaient au 31 décembre 1897 en 8 211 sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique et 3 144 sociétés autorisées, soit au total 11 355 sociétés.

1° *Sociétés approuvées.* — Les sociétés approuvées, au nombre de 7 917, qui avaient produit des comptes au Ministère de l'intérieur, comprenaient 1 201 153 membres participants et 233 499 membres honoraires.

Leurs recettes en 1897 s'élevaient à 27 956 414 fr. 83 c. qui se décomposaient comme suit :

	Valeur totale.	Répartition en pour 100 du total des recettes.
	— Francs.	—
Cotisations { honoraires	2 486 424,27	8,89
des { participants	17 068 717,43	61,04
membres { enfants	183 146,61	0,70
Amendes	470 762,74	1,68
Droits d'entrée	365 968,06	1,30
Intérêts des fonds placés	3 518 098,69	12,58
Subventions, dons et legs	2 083 800,05	7,45
Recettes diverses	1 779 496,98	6,36
	<hr/>	
	27 956 414,83	100,00

La cotisation de membre participant par tête s'élevait à 14 fr. 89 c. ; abstraction faite des sociétés de retraites, ce chiffre se réduisait à 14 fr. 13 c.

Leurs dépenses en 1897 montaient à 22 139 859 fr. 91 c., savoir :

	Valeur totale.	Répartition en pour 100 du total des dépenses.
	— Francs.	—
Secours en argent aux malades	5 542 914,61	25,04
Honoraires des médecins	3 022 382,14	13,66
Frais pharmaceutiques	3 743 207,47	16,91
Secours aux vieillards, infirmes et incurables	1 119 198,99	5,05
— aux veuves et orphelins	520 610,73	2,35
Dépenses des enfants	98 186,69	0,44
Versements au fonds de retraites	2 787 137,55	12,60
Frais funéraires	915 377,60	4,13
— de gestion	1 140 448,96	5,15
Dépenses diverses	1 579 069,28	7,13
Pensions et suppléments payés sur les fonds libres	1 671 325,89	7,54
	<hr/>	
	22 139 859,91	100,00

Les recettes étaient donc supérieures de 5 816 554 fr. 92 c. aux dépenses.

Les dépenses de maladie étaient définies par les éléments suivants :

Nombre) de malades	322 062
(de journées de maladie	4 396 549
Frais généraux de maladie	12 308 504 fr. 22 c.

Ces frais représentaient donc plus de 50 p. 100 de l'ensemble des dépenses des sociétés approuvées.

La dépense ressortait à 15 fr. 73 c. par tête de membre participant et à 53 fr. 25 c. par tête de malade.

2° *Sociétés autorisées.* — Sur les 3 144 sociétés autorisées, 2 831 avaient fourni leurs comptes en 1897 : elles comptaient 337 951 membres participants et 31 989 membres honoraires.

Leurs recettes, en 1897, s'élevaient à 8 716 360 fr. 13 c. qui se décomposaient comme suit :

	Valeur totale.	Répartition en pour 100 du total des recettes.
	— Francs.	—
{Cotisations honoraires	396 797,87	4,55
des { participants	5 165 911,76	} 59,64
membres { enfants	32 780,94	
Amendes	172 599,76	1,98
Droits d'entrée	103 315,93	1,18
Intérêts des fonds placés	1 412 005,86	16,19
Dons manuels	787 434,56	9,03
Recettes diverses	645 513,45	7,42
	<hr/>	<hr/>
	8 716 360,13	99,99

La cotisation de membre participant par tête s'élevait à 15 fr. 59 c. ; abstraction faite des sociétés de retraites, ce chiffre se réduisait à 14 fr. 28 c.

Leurs dépenses en 1897 montaient à 6 393 175 fr. 19 c.

	Valeur totale.	Répartition en pour 100 du total des dépenses.
	— Francs.	—
Secours en argent aux malades	2 072 723,02	32,42
Honoraires des médecins	645 666,38	10,09
Frais pharmaceutiques	862 123,79	13,48
Secours aux vieillards infirmes et incurables . .	284 255,50	4,50
— aux veufs et orphelins	217 850,95	3,40
Dépenses des enfants	14 364,30	0,22
Affectation au fonds de retraites	1 052 044,06	16,45
Frais funéraires	238 108,75	3,72
— de gestion	321 915,35	5,03
Dépenses diverses	684 043,03	10,69
	<hr/>	<hr/>
	6 393 175,19	100,00

Les recettes étaient donc supérieures aux dépenses de 2 323 184 fr. 94 c.

Les dépenses de maladie étaient définies par les chiffres suivants :

Nombre {	des participants	265 546
	des malades	72 051
	des journées de maladie . .	1 483 108
Frais généraux de maladie	3 580 512 fr.	

La dépense ressortait à 16 fr. 52 c. par tête de membre participant et à 59 fr. 98 c. par tête de malade (1).

Quel que soit toutefois le développement que l'assistance des malades a pris sous le régime de la liberté, il est certain que l'intervention du législateur, sous la forme d'une prescription impérative, a pu seule en étendre le bénéfice à l'universalité des travailleurs.

On a fait observer (2) notamment que les associations anglaises se recrutent essentiellement dans des catégories déterminées de travailleurs, à savoir les ouvriers de l'industrie, et que, souvent, elles comprennent plusieurs fois le même membre ; que, d'autre part, elles ne pratiquent pas un service raisonné de secours de maladie et ne servent le plus souvent qu'un secours en argent.

Au reste, l'intervention du législateur a paru nécessaire pour certaines catégories de travailleurs, dans des pays même où le régime de la liberté existait en général : tel est l'exemple de la France où l'assurance contre la maladie est obligatoire pour les ouvriers mineurs.

En vertu de la loi du 29 juin 1894, modifiée par celle du 19 décembre suivant, des sociétés de secours ont été organisées obligatoirement dans les exploitations minières en faveur des ouvriers et employés. Ces sociétés ont pour objet principal de donner aux membres participants que la maladie ou des infirmités empêchent de travailler, des secours en argent et des soins médicaux et pharmaceutiques et, en cas de décès, de venir en aide aux familles. Les statuts des sociétés peuvent, en outre, autoriser l'allocation de secours et de soins aux femmes et enfants de membres participants, ainsi qu'à leurs ascendants ; prévoir des secours journaliers en faveur des femmes et enfants des sociétaires appelés sous les drapeaux comme réservistes ou territoriaux ; permettre enfin l'octroi d'allocations exceptionnelles et renouvelables aux veuves et orphelins d'ouvriers ou employés décédés après avoir participé à la caisse de secours.

Pour satisfaire aux charges qui leur incombent, les caisses des sociétés de secours sont alimentées : 1° par un prélèvement sur le salaire, dont le montant est fixé par le conseil d'administration de chaque société sans pouvoir dépasser 2 p. 100 du salaire ni 48 fr. par an ; 2° par un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des participants ; 3° par les sommes allouées par l'État sur les fonds de subventions aux sociétés de secours mutuels ; 4° par les dons et legs faits à la société ; 5° par le produit des amendes encourues pour infractions aux statuts de la société ou au règlement intérieur de l'entreprise.

Ces sociétés ne diffèrent des sociétés de secours mutuels ordinaires que par le caractère obligatoire de l'affiliation des sociétaires et du versement de l'exploitant.

(1) Il convient d'indiquer les chiffres suivants relatifs à la Belgique, où une loi du 23 juin 1894 a modifié, dans un sens libéral, le régime des mutualités. Le nombre des sociétés de secours contre la maladie était, en Belgique :

Au 1 ^{er} janvier 1895,	de	584,	avec	79 110	membres.
—	1896	— 742	—	93 241	—
—	1897	— 917	—	109 050	—
—	1898	— 1 127	—	132 285	—
—	1899	— 1 381	—	164 200	—
—	1900	— 1 615	—	191 200	—

(2) ZACHER, *die Arbeiterversicherung im Auslande*, Heft V, England.

Elles ont commencé à fonctionner le 1^{er} janvier 1896. En 1899, 191 sociétés fonctionnant dans 34 départements ont réuni 170 674 participants dont 164 710 ouvriers et 5 964 employés. L'effectif moyen est de 894 membres par société.

En fait, la grande majorité du personnel minier bénéficie actuellement de l'assistance en cas de maladie ; quelques milliers d'ouvriers seulement en sont dépourvus, soit qu'ils s'abstiennent volontairement, soit que la faiblesse de l'effectif du personnel de l'exploitation n'ait pas permis de constituer une société de secours.

Le nombre des membres participants varie beaucoup d'une société à l'autre ; le législateur a laissé aux patrons et aux ouvriers toute liberté pour déterminer d'un commun accord le ressort de la société de secours ; l'autorité administrative n'intervient qu'en cas de désaccord : ce cas ne s'était pas encore présenté à la fin de 1899.

En 1899, le nombre des malades s'est élevé à 128 592, soit 75,34 malades pour 100 sociétaires ; le nombre des jours de maladie constatés a été de 1 817 927, soit en moyenne 14,14 jours par maladie et 10,65 par sociétaire.

Le nombre des jours de maladie secourus a été de 1 705 837, soit de 13,27 jours par malade et de 9,99 par sociétaire.

La situation financière des sociétés en 1899 est définie par les chiffres suivants :

	Valeur	
	absolue.	par tête de participant.
	—	—
	Francs.	Francs.
Recettes :		
Retenues sur les salaires.	3 452 998,64	20,23
Versements de l'exploitant	1 739 904,73	10,19
Allocations de l'État.	1 437,12	0,01
Amendes	1 090,95	»
} aux statuts de la société		
} aux règlements de l'entreprise	350 080,18	2,05
Intérêts de fonds	66 465,82	0,39
Prélèvements sur les réserves.	100 368,93	0,59
Recettes diverses (y compris les dons manuels)	104 374,41	0,61
	<u>5 816 720,78</u>	<u>34,07</u>
Dépenses :		
Frais médicaux. { Participants seuls.	35 596,01	4,42
} — et leurs familles	614 479,41	4,25
Frais pharmaceutiques. { Participants seuls.	99 611,32	8,85
} — et leurs familles	1 506 698,73	10,13
Frais de traitement des participants dans les hôpitaux.	43,540,08	0,37
Secours statutaires aux participants malades.	2 286 235,57	13,43
Frais funéraires. { Participants seuls.	28 864,21	0,39
} — et leurs familles	75 316,26	0,81
Versements à la Caisse nationale des retraites	77 231,31	0,47
Secours { supplémentaires à des participants malades.	125 146,90	0,88
} à des participants devenus infirmes	69 242,10	0,99
} aux familles { décédés	132 251,25	1,02
} des participants } réservistes ou territoriaux.	106 445,10	0,93
Indemnités diverses aux participants et à leurs familles	81 135,55	0,71
Frais d'administration et frais judiciaires	81 086,17	0,51
Jetons de présence aux administrateurs.	22 564,85	0,19
Indemnités aux membres du bureau et aux visiteurs des malades	38 091,21	0,42
	<u>5 420 536,03</u>	

La moyenne des dépenses par participant ne peut s'obtenir en ajoutant les chiffres de la dernière colonne du tableau qui précède : en effet, les sociétés ont varié dans la distribution de certains secours auxquels la loi n'attribue pas un caractère obligatoire ; la moyenne calculée en tenant compte de cette observation ressort à 31 fr. 75 c.

Les versements susvisés à la Caisse nationale des retraites sont effectués par application de la loi du 29 juin 1894, qui exige qu'en cas de maladie entraînant une incapacité de travail de plus de quatre jours avec suppression de salaire, la caisse de la société de secours verse à la Caisse nationale des retraites une somme au moins égale à 5 p. 100 de l'indemnité de maladie statutaire.

D'après ce qui précède, l'année 1899 se solde pas un excédent de recettes de 396 184 fr. 75 c. Cet excédent, joint à l'encaisse au 1^{er} janvier 1899, représente une somme totale de 2 368 414 fr. 64 c. formant la réserve des sociétés de secours à la fin de l'exercice 1899. Aux termes de la loi du 29 juin 1894, la partie de cette réserve qui n'est pas nécessaire pour les besoins du service courant doit être déposée à la Caisse des dépôts et consignations : le 31 décembre 1899, les dépôts opérés à ce titre s'élevaient à 1 416 522 fr. 87 c. ; une seule société, comptant 1 888 participants, ne possédait aucune avance et présentait un déficit de 3 547 fr. 37 c., soit 1 fr. 88 par sociétaire.

En résumé, la situation est satisfaisante et démontre la prospérité, qui se développe sans cesse, des sociétés minières.

Mais c'est naturellement dans les pays où l'ensemble de la population ouvrière est obligatoirement assurée contre la maladie que l'on obtient les résultats statistiques les plus élevés quant à la diffusion de l'assurance.

Tel est le cas de l'Allemagne et de l'Autriche.

En **Allemagne**, la population de 56 millions d'habitants comprend 16 millions d'ouvriers salariés, dont 9 millions sont assurés contre la maladie.

La situation en 1897 était la suivante :

Nombre des assurés.	{	Hommes	6 968 971	
		Femmes	1 896 714	
		Total	8 865 685	
Nombre des institutions d'assurance	{	des institutions d'assurance	22 672	
		des cas de maladie	3 220 802	
		— de décès	59 432	
Contributions	{	des patrons	45 546 139	marcs.
		des ouvriers	102 876 534	—
Intérêts et autres recettes		7 426 483	—	
Recettes totales		155 849 156	—	
Indemnités allouées		131 947 959	—	
Frais d'administration		7 994 089	—	
Dépenses totales		139 942 048	—	
Excédent des recettes sur les dépenses		15 907 108	—	
Avoir des institutions d'assurance		146 452 342	—	

Voici, à titre d'exemple (1), la situation d'un ouvrier assuré en Allemagne. Son sa-

(1) LUDWIG LASS et FRIEDRICH ZAHN, *Einrechnung und Wirkung des deutschen Arbeiterversicherung*, p. 130.

laire étant de 24 marcs par semaine, il paie 48 pfennigs de cotisation par semaine ; le secours pécuniaire de maladie auquel il a droit est de 12 marcs par semaine, et les soins médicaux et les médicaments auxquels il peut prétendre atteignent une valeur approximative de 6 marcs par semaine. S'il est malade pendant 13 semaines, les allocations qu'il reçoit s'élèvent donc à 234 marcs. L'indemnité funéraire est de 80 marcs au moins. En outre, la famille reçoit fréquemment le traitement médical gratuit. — Pour une ouvrière dont le salaire serait de 16 marcs au lieu de 24, la cotisation serait de 32 pfennigs au lieu de 48, le secours de maladie ne serait que de 8 marcs, mais les frais de traitement atteindraient toujours 6 marcs par semaine. En dix semaines, elle aurait reçu des allocations d'une valeur de 140 fr. L'indemnité funéraire est de 50 marcs au moins : en cas d'accouchement, l'ouvrière a droit à un secours de 32 marcs.

En 1897, les dépenses des institutions d'assurance (abstraction faite des caisses minières) avaient été les suivantes pour le service des secours de maladie :

	Valeur absolue	Repartition en pour 100 du total des frais de maladie.
	Mars.	
Traitement médical	26 914 241	22,3
Médicaments et autres agents thérapeutiques	20 699 812	17,2
Secours { aux assurés	50 707 457	42,1
en argent { aux membres de leurs familles	1 023 482	0,9
Secours aux femmes en couches	2 170 727	1,8
Indemnités funéraires	4 099 723	3,4
Traitement dans des établissements hospitaliers.	14 804 827	12,3
Secours de convalescence	67 641	0,0
Total des frais de maladie.	120 487 910	100,0

La dépense ressortait à :

14,45 marcs par tête de membre participant ;
 40,64 — par cas de maladie ;
 2,34 — par jour de maladie.

La cotisation par tête de membre ressortait à 16,25 marcs (contributions patronale et ouvrière réunies).

En Autriche, la population totale étant de 23,9 millions dont 9 millions de travailleurs (parmi lesquels 6,4 millions de travailleurs agricoles et 2,2 de travailleurs industriels), 2,2 millions de personnes sont assurées contre la maladie.

La situation en 1898 était définie par les chiffres ci-après :

Nombre	{ des assurés	2 349 746 (dont 21,5 p 100 de femmes).
	{ des institutions d'assurance	2 928
	{ des cas de maladie	1 178 552
Contributions	{ des cas de décès	21 349
	{ des patrons	6 217 335 florins.
	{ des ouvriers	13 931 200 —
Droits d'entrée.		35 749 —

Amendes	137 000 florins.
Autres recettes	647 341 —
Intérêts.	545 055 —
Gains sur les cours.	2 610 —
Recettes totales	21 516 290 —
Indemnités allouées.	17 582 176 —
Frais d'administration et autres.	2 501 396 —
Dépenses totales	20 083 572 —
Excédent des recettes sur les dépenses. . .	1 432 718 —
Fonds de réserve au 31 décembre 1898 . .	16 466 025 —

En 1898 les dépenses des institutions d'assurance se décomposaient comme suit :

	Valeur absolue (en florins)	Repartition en pour 100 du total des dépenses.
Traitement médical	3 185 385	15,9
Médicaments	2 263 822	11,3
Secours en argent.	10 480 107	52,2
Indemnités funéraires	504 332	2,5
Traitement à l'hôpital	1 448 530	5,7
Frais d'administration	1 573 131	7,8
Autres dépenses	928 265	4,6
	<u>20 083 572</u>	<u>100,0</u>

La dépense ressortait à :

- 8,55 florins par tête de membre participant ;
- 14,49 — par cas de maladie ;
- 23,62 — par cas de décès ;
- 0,834 florin par jour de maladie.

La cotisation par tête de membre ressortait à 8,57 florins (contributions patronale et ouvrière réunies)

b) Assurance contre les accidents. .

Le régime de l'assurance contre les accidents résulte essentiellement des dispositions légales qui définissent la responsabilité patronale en cas d'accidents du travail.

Sous le régime du droit commun, qui laisse au blessé le soin de prouver la faute du patron, celui-ci n'a pas le même intérêt à s'assurer que sous un régime qui met à la charge du chef d'entreprise une présomption de faute. Cependant l'assurance contre les accidents est née antérieurement à la législation qui a consacré le principe du risque professionnel. C'est ainsi qu'en France, antérieurement à la loi du 9 avril 1898, les patrons avaient cherché, sous la forme de l'assurance à primes fixes ou sous celle de l'assurance mutuelle; un refuge contre les conséquences pécuniaires des accidents survenus à leurs ouvriers.

Dans le premier cas, l'assureur assure le risque de l'éventualité du sinistre en demandant à l'assuré une somme forfaitaire invariable, dans le second, les assurés

s'associent pour supporter en commun, proportionnellement à leur intérêt, le préjudice effectivement éprouvé par chacun d'entre eux.

D'autre part, en matière de risques d'accidents, il y a lieu de distinguer deux aspects de l'assurance : l'assurance dite de réparation et l'assurance dite de responsabilité. La première est une assurance qui a pour objet d'indemniser l'assuré du préjudice qu'il peut avoir à subir, soit par lui-même, soit par les objets qui lui appartiennent ; la seconde est une assurance qui a pour but de garantir l'assuré contre les indemnités qu'il peut être tenu de fournir à raison de faits qui lui sont imputables. Sous le régime du droit commun, le patron contracte, au profit de ses ouvriers, une assurance de réparation et, pour se prémunir, soit contre le recours de ses ouvriers, soit contre l'action de tiers à raison du fait de ses ouvriers, une assurance de responsabilité. Ces deux assurances, sans être nécessairement contractées à la fois, sont généralement associées dans une même opération : l'assurance collective de réparation et l'assurance de responsabilité se complètent l'une l'autre (1).

Les chiffres suivants indiquent le développement que l'assurance contre les accidents, soit à primes fixes, soit mutuelle, avait pris en France antérieurement à la loi du 9 avril 1898.

Sociétés à primes fixes.

(Chiffres de 1897.)

Primes nettes encaissées	24 634 731 fr.
Sinistres	14 105 431
Commissions	4 723 057
Frais généraux	3 208 797
Capital social	60 300 000

Sociétés mutuelles.

1° Caisses syndicales des industries françaises du bâtiment.

(Chiffres de 1897.)

	Montant de la main-d'œuvre déclarée.	Cotisations encaissées.	Indemnités payées.
Maçonnerie	26 796 158 ^f 14	404 523 ^f 80	299 403 ^f 40
Charpente	3 152 357,75	19 144,30	15 006,00
Couverture et plomberie . .	6 895 990,55	53 854,95	52 139,45
Fumisterie	3 518 250,00	26 702,40	20 605,55
Menuiserie	3 792 727,34	10 823,65	5 708,30
Serrurerie	4 579 747,30	45 564,70	27 635,90
Peinture	4 481 478,82	17 928,55	5 967,20

2° Chambres syndicales.

(Chiffres de 1897.)

Cotisations	161 709 ^f 60
Sinistres	85 129,45
Soins médicaux et pharmaceutiques . .	12 124,65
Frais généraux	42 900,50
Fonds de garantie statutaire	269 516,00

(1) Voir, pour plus de détails, notre ouvrage : *De la Responsabilité en matière d'accidents du travail*. Paris, Arthur Rousseau, 1899.

3° Caisse syndicale des forges (exercice 1897).

Salaires	72 870 586,00
Cotisations	987 763,99
Indemnités payées en capital	416 875,48
Capitalisation des rentes constituées	252 577,42
Service médical	3 400,00
Frais généraux	45 908,63
Fonds de réserve	360 000,00

4° Caisse syndicale des industries textiles (exercice 1897).

Salaires	29 325 554,00
Cotisations	90 849,95
Indemnités payées en capital	42 225,98
Capitalisation des rentes constituées	9 257,58
Frais de gestion	9 084,99
Reliquat actif	69 944,68

L'entrée en vigueur de la loi du 9 avril 1898 a donné à l'assurance contre les accidents un nouveau développement sous le régime de la responsabilité patronale institué par le législateur.

Les résultats que la division (devenue depuis lors la direction) de l'assurance et de la prévoyance sociales du Ministère du commerce avait présentés à l'Exposition universelle de 1900 (voir le *Journal officiel* du 1^{er} juin 1900) étaient définis par les chiffres suivants :

	30 septembre 1899.	31 décembre 1899.
Nombre d'entreprises assurées	90 000	Plus de 112 000
Montant { des salaires assurés.	470 000 000'	607 000 000'
{ des primes reçues	9 800 000	12 800 000
Rapport des primes reçues aux salaires	2,10 p. 100	

Ces chiffres ne devaient, d'après le rédacteur même du document officiel, constituer que « le tableau raccourci de la mise en train de la récente législation sur les responsabilités des accidents du travail ».

Au Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales de 1900, M. Gigot a exposé les résultats obtenus par la mutualité en matière d'assurance contre les accidents. Il existait alors sept mutuelles régionales, dix mutuelles corporatives et deux syndicats de garantie que les conditions de leur fonctionnement tendaient à rapprocher des institutions mutuelles. Leur importance était définie par les chiffres suivants à la fin de 1899 (voir le tableau, p. 204).

Le régime légal de la responsabilité, en France, ne comporte pas l'assurance obligatoire : mais il fait de l'assurance une nécessité pour le patron prévoyant à qui l'importance de ses ressources ne permet pas de demeurer son propre assureur.

		Salaires assurés.
Mutuelles régionales.	Préservatrice mutuelle	101 320 290'
	Union industrielle de Lyon.	7 8 10 000
	Mutuelle générale française	30 585 275
	Société des travailleurs de Chartres	7 725 000
	Mutualité industrielle	56 000 000
	Participation	19 533 000
	Caisse syndicale des forges.	107 020 309
	— des industries textiles.	66 446 168
	— — — — — sucrières	26 038 666
Mutuelles corporatives.	Caisse syndicale des agriculteurs de France. {	1 488 polices agricoles . . = 92 048 hectares.
		76 — domestiques . = 162 191' de salaires.
		5 — industrielles . = 20 103 —
	Alimentation	12 000 000'
	Syndicat du Nord.	25 800 000
Syndicats de garantie.	Caisse syndicale d'Armentières (textiles) :	9 500 000
	Auxiliaire.	3 070 041
	Caisse des entrepreneurs	1 765 000
	Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics	48 600 000
	Union parisienne des entrepreneurs et industriels	65 000 000

La législation italienne, tout en respectant encore dans une certaine mesure la liberté de l'industriel, l'a limitée du moins au choix de l'assureur : en d'autres termes, sous l'empire de la loi du 17 mars 1898, le patron est tenu de s'assurer, mais il peut choisir entre divers organes d'assurance au nombre desquels figure une Caisse d'État : cette Caisse n'est autre que la Caisse nationale fondée à Milan en vertu de la loi du 8 juillet 1883 et grâce à l'initiative de plusieurs Caisses d'épargne qui ont concouru pour une somme de 1 500 000 livres à la formation de son fonds de garantie. Le fonctionnement de cette Caisse sous le régime antérieur à la loi de 1898 et sous le régime postérieur à la même loi devra fournir des éléments très utiles de comparaison entre l'assurance facultative et l'assurance obligatoire.

L'assurance peut enfin être, non seulement obligatoire quant à sa souscription, mais encore définie quant à son mode.

Tel est le cas de l'Allemagne et de l'Autriche.

En **Allemagne**, sur les 56 millions d'individus que comprend la population, 17 millions sont assurés contre les accidents (1).

Les chiffres ci-dessous donnent les résultats pour 1898.

Nombre des assurés.	{ Hommes	12 931 300
	{ Femmes	3 814 700
	{ Total	16 746 000
Nombre des blessés indemnisés	486 645	
Contributions des patrons	75 072 530	marcs.
Intérêts et autres recettes.	12 308 019	—
Recettes totales	87 380 549	—
Indemnités allouées	71 108 729	—
Frais d'administration et autres	13 107 050	—
Dépenses totales.	84 215 779	—
Avoir des institutions d'assurance	161 499 238	—

(1) Ce chiffre est supérieur à celui (16 millions) des ouvriers salariés, parce qu'un certain nombre d'artisans et de petits propriétaires agricoles sont assurés.

Voici, à titre d'exemple (1), la situation d'un ouvrier assuré en Allemagne. Un maçon, dont le salaire annuel de base est de 1 263,90 marcs par an, tombe d'un échafaudage et se blesse au thorax ; il est, au bout des 90 premiers jours consécutifs à l'accident (durant lesquels la caisse de maladie l'a soigné), traité à l'hôpital aux frais de la corporation d'assurance contre les accidents ; il coûte à la corporation 306,55 marcs ; pendant ce temps, sa famille, composée, dans l'exemple choisi, d'une femme et de deux enfants au-dessous de 15 ans, reçoivent une pension de 157,38 marcs. A la fin du traitement à l'hôpital, le blessé est totalement incapable de travailler : il reçoit alors une pension annuelle de 842,60 marcs. S'il meurt des suites de la blessure, il est alloué à sa famille une indemnité funéraire de 84,30 marcs et une pension de 632,40 marcs. La veuve jouit de la pension jusqu'à sa mort ou son remariage : dans ce dernier cas, elle reçoit une somme une fois payée égale à 758,34 marcs. Les enfants jouissent de la pension jusqu'à l'âge de 15 ans. — Un aide-forgeron, dont le salaire annuel est de 1 062 marcs, perd par suite d'un accident l'index de la main gauche et subit une incapacité partielle évaluée à une réduction de 10 p. 100 de la capacité totale de travail : il reçoit une pension annuelle de 70,80 marcs. — Un journalier agricole, qui s'est blessé au genou, est soigné pendant 105 jours à l'hôpital aux frais de la corporation (coût : 157,50 marcs), tandis que sa famille, composée d'une femme et de deux enfants, reçoit une pension de 77,25 marcs, le salaire de base étant de 540 marcs. A la fin du traitement à l'hôpital, la capacité de travail du blessé est réduite de 90 p. 100 : la pension de celui-ci est de 324 marcs. La mort s'ensuit, d'où une indemnité funéraire de 36 marcs et des pensions d'ayants droit de 270 marcs. En cas de remariage, la veuve reçoit 324 marcs.

En 1898, les dépenses des institutions d'assurance contre les accidents avaient été les suivantes à titre d'indemnités d'accidents :

		Nombre de bénéficiaires.	Sommes. — Marcs.
1° Incapacité de travail.	Pensions de blessés	428 171	51 414 514
	Frais de traitement	53 991	1 701 604
	Pensions de veuves	40 925	5 546 624
2° Décès.	Allocations aux veuves qui se remarient.	1 038	495 525
	Pensions d'enfants.	71 963	7 198 228
	— d'ascendants	2 501	345 094
	Indemnités funéraires	8 433	421 582
3° Transport à l'hôpital.	Frais de traitement	21 773	3 042 056
	Pensions aux femmes de blessés. . . .	10 844	284 109
	— aux enfants de blessés.	23 530	426 582
Allocations aux étrangers.		349	223 485
Total des indemnités.			71 108 729

La dépense ressortait à 146,12 marcs par accident.

(1) LASS et ZAHN, *loc cit.*, p. 130.

Les autres éléments de dépenses consistaient en :

	Mars.
Frais d'enquête d'accident	2 272 234
— de justice arbitrale	979 014
Frais de prévention d'accident.	{
Surveillance des exploitations	545 030
Frais de réglementation	37 715
Primes de sauvetage et frais de secours immédiats, etc.	630 553
Total	1 213 298
Frais généraux d'administration.	{
Frais de premier établissement	879
— courants	8 157 704
Total	8 158 563
Versements au fonds de réserve	483 921
La dépense totale (par accident, à	200
ressortait { — assuré, à	5
La cotisation par tête d'assuré ressortait à	4,48

En **Autriche**, sur les 9 millions de travailleurs que comprend la population, 2 millions seulement sont assurés contre les accidents.

La situation en 1898 était définie par les chiffres suivants :

Nombre des assurés.	{ Hommes	1 590 531
	{ Femmes	609 581
	{ Total	2 200 112
Nombre des blessés indemnisés		20 976
Contributions des patrons		10 215 298 florins.
Intérêts et autres recettes		1 179 519 —
Recettes totales		11 394 817 —
Indemnités allouées.		4 792 987 —
Frais d'administration et autres.		1 154 777 —
Constitution de capitaux de couverture.		6 117 127 —
Dépenses totales		12 064 881 —
Excédent des dépenses sur les recettes.		670 064 —

Les dépenses des institutions d'assurance se décomposaient comme suit à titre d'indemnités :

	Florins.
Indemnités funéraires	19 996
Pensions { de veuves	292 383
d'enfants.	318 154
d'ascendants	28 194
Pensions { a) Pendant le traitement	1 029 210
de blessés { b) Après la fin du traitement	2 986 475
Allocations en capital	118 575
	<hr/>
	4 792 987

La dépense ressortait à 228 florins par accident.

Les autres éléments de dépenses consistaient en :

	Florins.
Frais { d'administration courante	765 353
{ d'enquêtes d'accidents	168 723
{ de justice arbitrale	56 918
{ pour l'inspection des fabriques	17 900
Divers	132 736
	1 141 630

Les dépenses totales } par accident, à	575 florins.
ressortaient } — assuré, à	5 —
La cotisation par tête d'assuré ressortait à . . .	4,64

c) Assurance contre l'invalidité et la vieillesse.

Entendue dans le sens le plus large, l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse réalise l'assurance contre l'invalidité prématurée hors les cas d'accidents, l'assurance en cas de décès prématuré naturel du chef de famille, l'assurance contre la vieillesse, l'assurance des frais funéraires.

L'Allemagne donne l'exemple d'une organisation d'assurance obligatoire contre l'invalidité naturelle et contre la vieillesse, avec restitution des cotisations payées par l'ouvrier en cas de décès prématuré de celui-ci.

En Allemagne, sur les 16 millions d'ouvriers salariés que comprend la population, 13 millions sont assurés contre l'invalidité.

La situation était la suivante en 1898 :

Nombre { Hommes	8 379 800	
des { Femmes	4 279 800	
assurés. { Total	12 659 600	
Nombre des cas où des allocations ont été servies.	252 094	
Contri- { des patrons	58 976 086	marcs.
butions { des ouvriers	58 976 086	—
Subvention de l'Empire	24 401 014	—
Intérêts et autres recettes	21 210 524	—
Recettes totales	163 563 710	—
Pensions servies, etc.	68 940 425	—
Frais d'administration	7 914 221	—
Dépenses totales	76 851 646	—
Avoir des institutions d'assurance	671 911 784	—

Voici, à titre d'exemple (1), la situation d'un ouvrier assuré en Allemagne contre l'invalidité. Son salaire étant de 1 200 marcs par an, il paie 18 pfennigs de cotisation par semaine, soit environ 9 marcs par an. En cas d'invalidité, il reçoit une pension dont le montant dépend du nombre et de la valeur des cotisations hebdomadaires qu'il a payées. Si, dans l'exemple en question, des cotisations ont été

(1) LASS et ZAHN. *loc. cit.*, p 131.

payées pendant 10, 30 ou 50 ans, c'est-à-dire en supposant que, depuis l'âge de 16 ans, l'ouvrier n'ait pas cessé de se livrer à une occupation assujettie à l'obligation de l'assurance, s'il est âgé de 26, 46 ou 66 ans, sa pension sera en chiffres ronds de 210, 330 ou 450 marcs.

Une ouvrière d'un salaire annuel de 320 marcs paie 7 pfennigs de cotisation par semaine, soit environ 3,60 marcs par an. Dans les mêmes hypothèses que ci-dessus, elle recevrait, selon le cas, une pension d'invalidité de 125, 155 ou 185 marcs.

Si, à l'âge de 70 ans, l'ouvrier est encore valide, il reçoit, tant qu'il peut vaquer à son travail, une pension de 230 marcs ; pour l'ouvrière, la pension serait de 110 marcs.

Si l'assuré meurt avant d'avoir obtenu une pension, les cotisations versées par lui sont remboursées à sa femme ou à ses enfants au-dessous de 15 ans. Ainsi, dans l'exemple ci-dessus, si l'ouvrier meurt à 66 ans, après 50 années d'assurance et de cotisations, on rembourse à sa famille 450 marcs.

Les ouvrières peuvent, en cas de mariage, demander le remboursement de leurs cotisations. L'ouvrière visée dans l'exemple précédent peut, si elle se marie à 26 ans, réclamer une somme de 36 marcs après 10 années d'assurance et de cotisations.

Pour l'année 1898, les résultats étaient les suivants :

		Par assuré.
		— Marcs.
Cotisations	{ moitié à la charge du patron — de l'ouvrier }	8,21
Subvention de l'Empire.	0,54
Frais de gestion		0,40
Moyennes.	{ Pensions annuelles d'invalidité — de vieillesse	113,51 125,08

Sous le régime de la liberté, les institutions les plus variées ont été créées en vue de réaliser l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse.

Les sociétés de secours mutuels, en France, ont donné un remarquable exemple de ce que l'initiative privée peut accomplir dans ce domaine. Considérée comme le complément de l'assurance contre la maladie, l'assurance contre l'invalidité naturelle a semblé devoir être une fonction de la caisse de maladie prolongée. Toutefois, les conditions de fonctionnement d'une caisse de pensions sont, pour des motifs bien connus, trop différents du service des secours de maladie pour qu'une distinction absolue ne s'impose pas dans l'organisation du service des retraites, d'une part, et du service des allocations de maladie, d'autre part.

Sous le régime de la liberté, la caisse d'assurance contre la maladie est tantôt spécialisée, tantôt associée à d'autres branches d'assurance.

La première solution est celle que le législateur belge a adoptée en limitant à l'assurance-maladie le rôle des sociétés mutualistes qui, en matière de retraites, ne constituent que des intermédiaires entre les participants et la Caisse générale d'épargne et de retraite.

La seconde solution est celle du législateur français qui, dans l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1898, énumère la série des fonctions que peuvent remplir les sociétés de secours mutuels. Au reste, la loi du 1^{er} avril 1898 a supprimé toute obligation d'autorisation ; les sociétés autorisées en vertu des articles 291 et 292 du Code pé-

nal étaient, antérieurement à la loi de 1898, dépourvues d'existence civile : l'arrêté préfectoral leur concédait seulement le droit de réunir leurs sociétaires sous les conditions prescrites et de fonctionner dans les limites de leurs statuts. Sous le titre de sociétés libres, la loi du 1^{er} avril 1898 les dispense de soumettre leurs statuts à l'autorisation préfectorale et leur donne le droit de recevoir les dons et les legs mobiliers.

En Belgique, la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse a encouragé tout spécialement l'affiliation à la Caisse générale de retraite par l'intermédiaire des sociétés mutualistes reconnues : le gouvernement belge avait pu constater, antérieurement à la promulgation de cette loi, combien l'affiliation à la Caisse générale par l'entremise des sociétés présentait d'avantages à la fois pour l'affilié, pour la Caisse de retraites et pour les pouvoirs publics : tout d'abord, l'affilié trouve auprès de la société des facilités de versement que la Caisse générale ne lui offrirait pas ; la société n'est pas assujettie à des règlements aussi inflexibles qu'un organe d'État ; elle admet, par exemple, des versements très modiques (inférieurs à 1 fr.), et elle attend, pour les remettre à la Caisse générale, que le minimum exigé par celle-ci soit atteint ; l'agent de la société rappelle éventuellement à l'affilié l'époque du versement et lui sert de correspondant pour demander à la Caisse générale les renseignements utiles. De son côté, la Caisse générale a l'avantage de n'avoir à correspondre qu'avec un nombre moindre de personnes. Enfin, les pouvoirs publics, grâce au concours des sociétés mutualistes comme intermédiaires, peuvent établir plus facilement les bases de la répartition des primes ou subventions et les distribuent plus aisément aux affiliés ; les intermédiaires dressent, en effet, les listes des affiliés qui sont en droit de participer à cette répartition, et ensuite, lorsque la subvention est accordée, ils la répartissent entre les ayants droit. Les encouragements concédés par la loi belge de 1900 aux sociétés mutualistes sont de divers ordres : ils consistent notamment dans l'octroi d'une subvention aux sociétés pour chaque livret de retraite ; la subvention annuelle fixée par l'article 12 de la loi de 1900 est de 2 fr. pour chaque livret de retraite sur lequel il aura été versé pendant l'année écoulée 3 fr. au moins, non compris les subsides des pouvoirs publics, et à la condition que la gestion et les écritures de la société aient été trouvées régulières.

Déjà sous le régime de la loi antérieure du 23 juin 1894, les sociétés affiliées à la Caisse de retraite étaient devenues de plus en plus nombreuses :

	1896, il existait	4 de ces sociétés avec	798	membres.
Au 1 ^{er} janvier	1897, —	17 —	1 595	
	1898, —	112 —	8 270	
	1899, —	528 —	43 200	
	1900, —	1 287 —	99 850	

La promulgation de la loi de 1900 ne peut que développer ce mouvement et, dans un document qui vient de paraître (1), on évaluait à plus de 300,000 membres effectifs et à près d'un million de femmes et d'enfants, la population qui participait directement ou indirectement aux bienfaits de la mutualité.

(A suivre.)

Maurice BELLOM.

(1) Rapport général de l'Économie sociale belge à l'Exposition universelle de 1900, par Louis VARLEZ. Bruxelles, 1901, p. 159.